



UNION DES EMPLOYÉS DE LA DÉFENSE NATIONALE

un élément de l'Alliance de la Fonction publique du Canada

23 octobre 2025

L'honorable François-Philippe Champagne
Ministre des Finances
Gouvernement du Canada

Cher ministre Champagne,

Alors que le gouvernement prépare son budget du 4 novembre, je vous écris au nom de l'Union des employés de la Défense nationale (UEDN), qui représente plus de 20 000 travailleurs qui veillent à ce que le personnel des Forces armées canadiennes bénéficie du soutien fiable et professionnel dont il a besoin au pays et à l'étranger. Afin de renforcer ces services essentiels et d'assurer l'équité pour les travailleurs et travailleuses qui les fournissent, nous vous demandons de donner la priorité aux engagements suivants :

1. Mettez fin à la pratique coûteuse et néfaste de la sous-traitance au sein du ministère de la Défense nationale.

Le gouvernement a annoncé un investissement massif dans la capacité de défense du Canada. Nous vous exhortons à prendre un engagement ferme et clair dans ce budget pour mettre fin à la sous-traitance à la Défense nationale et réinvestir dans le renforcement des capacités de la fonction publique dont nous avons besoin. Les tâches civiles liées à la défense – de l'entretien des infrastructures essentielles au soutien quotidien du personnel militaire – devraient être effectuées par des fonctionnaires, avec la transparence et la responsabilité que les gens attendent.

Des décennies de recours à des entrepreneurs privés au ministère de la Défense nationale ont épuisé l'expertise interne et vidé les capacités. Des rapports de l'UEDN et de l'AFPC ont montré que la sous-traitance offre moins de services à un coût plus élevé, nuit à la responsabilité et crée des risques pour la santé, la sécurité et la sécurité nationale. Les contrats d'entretien des installations, par exemple, ont laissé les bases fonctionner en « mode panne », où les infrastructures ne sont réparées qu'après leur défaillance. Des entreprises privées comme Serco, Aramark et Dexterra en tirent profit, tandis que les membres des FAC et les Canadiens.nes subissent les conséquences d'une baisse de la qualité des services, d'un affaiblissement de la préparation opérationnelle et de préjudices économiques pour les communautés locales. De plus, les employés de ces entreprises privées ne bénéficient pas de la reconnaissance ni de la rémunération accordées aux fonctionnaires, ce qui expose nombre d'entre eux à des salaires bas, à des conditions de travail précaires et à des violations du droit du travail, dont les répercussions se font sentir dans les communautés des bases militaires. Les travailleurs et travailleuses qui fournissent des services publics devraient être des fonctionnaires. La sécurité de nos Forces et celle des Canadiens dépendent d'une fonction publique bien dotée en ressources et responsable au sein du MDN.

2. Intégrer les travailleurs et travailleuses des fonds non publics (FNP) dans la fonction publique centrale.

Les employés des Services de bien-être et de soutien des Forces canadiennes offrent des programmes essentiels qui contribuent au bien-être mental, physique et financier des militaires, des anciens combattants et de leurs familles. Pourtant, ces travailleurs et travailleuses — pour la plupart des femmes et des membres de familles de militaires — continuent de toucher de faibles salaires, de ne pas bénéficier de pensions et d'avoir des avantages sociaux inférieurs à la norme.

Il est inacceptable que les personnes qui contribuent à soutenir la communauté militaire canadienne soient traitées comme des employés de seconde zone. L'intégration du personnel des FNP dans l'administration centrale permettrait non seulement de corriger une injustice de longue date, mais aussi de renforcer la continuité et la qualité des services offerts aux familles des militaires, de simplifier les négociations en réduisant le nombre d'accords distincts (plus de 20) et de rendre les transferts entre les bases militaires plus efficaces. Ce changement aiderait même le gouvernement à atteindre son objectif de 2 % de dépenses de défense fixé par l'OTAN sans nouvelles dépenses, puisque les coûts liés au personnel des FNP pourraient être intégrés dans la ligne budgétaire du MDN. Il s'agit d'une mesure de bon sens qui présente des avantages tant sur le plan financier qu'humain.

3. Honorez la promesse de retraite anticipée pour les pompiers fédéraux et les autres travailleurs de la sécurité de première ligne.

Nous sommes heureux que votre gouvernement ait annoncé qu'il offrirait à nos membres une option de retraite anticipée équitable, un droit dont les pompiers fédéraux et les autres travailleurs et travailleuses de la sécurité de première ligne ont été privés pendant plus d'une décennie. Nous vous exhortons à mettre en œuvre ce changement sans délai en l'incluant dans la loi d'exécution du budget de cet automne.

Cette décision améliorera le recrutement en attirant des candidats.es qualifiés, renforcera la rétention en garantissant que les travailleurs.es expérimentés ne quittent pas prématurément leur emploi et honorera la dignité et le respect dus à ceux qui risquent leur santé et leur sécurité pour les Canadiens et Canadiennes. Sans cette option, l'épuisement professionnel s'accroît, le moral baisse et les postes vacants augmentent. I

4. Investissez dans les gens, pas dans les coupes budgétaires.

À l'heure où les Canadiens et Canadiennes sont confrontés à une augmentation du coût de la vie et à une pénurie de logements, les services publics ne sont pas une dépense à réduire, mais un moteur de la résilience économique. Les recherches menées par l'IRIS montrent que chaque dollar investi dans les services publics rapporte entre 1,09 et 1,28 dollar à l'économie, crée des emplois stables à travers le pays et renforce la classe moyenne. Les coupes budgétaires, en revanche, aggravent les inégalités, déstabilisent les services et, à long terme, coûtent finalement plus cher.

Au lieu de procéder à des coupes budgétaires, nous vous demandons d'investir dans les services : logement, alimentation abordable et services publics fiables. Ces investissements apporteront une valeur bien plus grande aux gens que les mesures d'austérité qui affaiblissent les communautés. Ce budget doit poursuivre les progrès réalisés en matière d'assurance-médicaments nationale, en garantissant aux Canadiens et Canadiennes l'accès à des médicaments vitaux sans obstacle financier. Un programme universel d'assurance-médicaments réduira les coûts pour les ménages, améliorera les résultats en matière de santé et permettra au système de santé de réaliser des économies à long terme.

Le choix est clair : protéger et renforcer les services de première ligne ou répéter les erreurs du passé avec des coupes précipitées qui nuisent aux gens et sapent la confiance dans le gouvernement.

Monsieur le ministre, il s'agit là de mesures pratiques et réalisables qui garantiront l'équité pour les travailleurs et travailleuses, assureront la préparation de nos forces armées et renforceront les collectivités partout au Canada. Nous vous demandons que votre budget respecte ces engagements et donne enfin les résultats promis aux travailleurs.ses et à leurs familles.

Cordialement,

June Winger

Présidente nationale

L'union des employés de la Défense nationale (UEDN)

*222 rue Queen Street, Suite 1505 Ottawa, Ontario K1P 5V9
Main Line / Ligne Principale (613) 594-4505*